

*Loi anti-inflation*

que lorsqu'il est entré en fonction, il a promis de nous rapprocher en disant qu'il comprenait le Québec puisqu'il était francophone, même s'il est à moitié écossais d'origine, si je ne m'abuse. Je comprends qu'il évite de parler des problèmes économiques qui vont le poursuivre pendant sa prochaine campagne électorale. Je comprends qu'il veuille continuer de parler d'unité nationale quand on sait que, lorsqu'il a été élu il y a dix ans, il n'y avait pas un seul député séparatiste à l'Assemblée nationale du Québec. On en compte aujourd'hui 70 ou 71.

Je ne crois pas que le premier ministre soit entièrement responsable de ce qui s'est passé au Québec, mais comme premier ministre francophone, il devait sûrement savoir ce qui se préparait au Québec dans les années 60 et 70. Pourquoi a-t-il décidé alors de passer outre aux aspirations linguistiques et culturelles légitimes de cette province et d'imposer à la place au Canada anglais un pseudo-programme linguistique qui devait résoudre en quelque sorte nos problèmes en faisant du Canada un pays bilingue? Si le Canada avait les dimensions de la Suisse, je le comprendrais.

Il veut maintenant nous faire oublier la CLI et tous les problèmes et tous les ennuis qu'elle a causés aux Canadiens. Il veut oublier l'inflation, le chômage et les ravages qu'il fait dans les familles, les quartiers ou les localités, et il veut malgré tout nous faire avaler l'idée de l'unité nationale à laquelle nous avons tous réfléchi sérieusement ces dernières années. Qu'y a-t-il de neuf à ce propos? Il est très intéressant de mettre en parallèle l'économie et l'unité nationale—et d'ailleurs les deux sont liées dans le bill à l'étude—on constate alors que le gouvernement avait perdu sa popularité à la fin de l'été et au début de l'automne de 1976 d'un bout à l'autre du pays. Il ne savait plus à quel saint se vouer, il n'avait plus ni idée ni orientation, si tant est qu'il en ait jamais eu. Or voilà soudain qu'à la mi-novembre 1976 René Lévesque est élu premier ministre du Québec et que les séparatistes fournissent un cheval de bataille à notre premier ministre.

Ce n'est pas d'un cheval de bataille que notre pays a besoin aujourd'hui, mais de formules politiques qui bénéficieront à tous les Canadiens, francophones ou anglophones. Voilà ce qui cimenterait l'unité du pays. Mais si le chômage continue à augmenter au Québec, si les jeunes Québécois n'arrivent plus à se faire embaucher, ils se diront: «Nous avons notre langue et nos traditions culturelles; quel avantage y a-t-il à demeurer au sein de la Confédération?»

Ce n'est pas avec de belles paroles qu'on fait l'unité d'un pays et, en toute sincérité et honnêteté, j'ai été plutôt consterné d'entendre le premier ministre citer la Bible et dire aux gens de s'aimer les uns les autres. Ce n'est pas citer la Bible qu'il faut faire, c'est travailler, agir et présenter des politiques économiques pouvant aider les Canadiens à reprendre confiance en eux et à retrouver leur dignité en tant que citoyens de ce pays. Ce n'est pas de mots et de grandes déclarations que nous avons besoin, ni de quelqu'un qui change de coiffure chaque saison ou tous les deux ou trois ans. Nous avons besoin d'action, de quelqu'un qui fera quelque chose pour ceux qui ont besoin d'aide.

A la fin de l'été dernier ou au début de l'automne, mon parti a demandé, entre autres choses, au gouvernement de créer des emplois en lançant des programmes de travaux publics et d'accorder des crédits d'impôts ou autres avantages fiscaux

[M. Blackburn.]

aux groupes à faibles et moyens revenus, pour mettre davantage d'argent en circulation. Le gouvernement n'en a pas tenu compte, contrairement au président Carter, aux États-Unis, qui se relèvent de la crise bien plus rapidement que nous. En fait, je me demande si nous allons vraiment réussir à en sortir d'ici au moins un an et demi, avec les politiques fiscales et monétaires actuelles du gouvernement libéral.

Si vous dénaturez ce genre de problème économique pour en faire une question d'unité nationale, dans l'espoir que les gens auxquels vous faites du tort l'oublieront et se retrouveront unis au cours d'une campagne électorale pour veiller à l'unité du pays, c'est là une attitude trompeuse et hypocrite face aux questions fondamentales. Je prédis que si nous n'abandonons pas franchement les problèmes économiques qui assaillent notre pays, des élections axées sur la question de l'unité nationale diviseront le pays encore plus qu'il ne l'est maintenant. Et je ne songe pas uniquement au Québec, mais aussi aux Prairies, à la Colombie-Britannique et aux provinces de l'Atlantique. Je ne sais pas qui a l'oreille du premier ministre ces temps-ci, mais je ne pense pas qu'il prête l'oreille à la base, aux habitants des Prairies ou de la Colombie-Britannique, aux simples citoyens qui vont travailler tous les jours, ceux qui ont encore un emploi, qui rentrent dans leur foyer le soir pour retrouver leur famille, pour regarder la télévision, qui ont des dettes et qui doivent boucler leur budget chaque semaine. Je pense que le premier ministre écoute plutôt quelques prétendus experts du parti libéral, ici-même à Ottawa, ainsi que les hauts fonctionnaires.

Nous devons changer d'orientation, monsieur l'Orateur. Nous ne pouvons nous permettre de continuer dans la voie dans laquelle nous sommes engagés. Certains journalistes connus disent actuellement que les contrôles n'ont pas porté fruit et qu'ils ont même fait empirer les choses. Il est difficile de savoir combien de temps encore nous pourrions continuer à suivre cette théorie économique spéculative. Selon le dernier sondage, les Canadiens s'inquiètent en général de plus en plus de la situation économique. Les Libéraux ont encore perdu deux points. De toute évidence, la question de l'unité nationale ne préoccupe pas la majorité des Canadiens autant que le premier ministre le voudrait. De nos jours, les Canadiens s'intéressent à leur portefeuille et aux questions vitales. Je ne crois pas que le Canadien moyen s'attende à ce que quelqu'un fasse disparaître tous nos problèmes comme par magie ni qu'il ait de grandes aspirations matérielles, mais je suis sûr qu'il s'inquiète énormément de voir que non seulement le revenu réel ne se maintient pas mais qu'il diminue. De grandes pressions s'exercent actuellement sur les Canadiens pour les pousser à acheter, à une époque où ils n'ont tout simplement pas d'argent. De toute façon les Canadiens riches ne dépensent qu'un pourcentage réduit de leurs revenus. Le reste ils l'épargnent, ils le placent, ils le mettent à la banque. Chose curieuse, même les classes moyennes cherchent à les imiter, ne sachant pas ce qu'il adviendra demain, la semaine prochaine ou l'an prochain.

• (2152)

A mon avis, les Canadiens ont perdu confiance, non pas en eux-mêmes mais envers le gouvernement. Qu'est-ce que le premier ministre va répéter partout où il va? «Soyez fiers d'être Canadiens, dit-il, soyez fiers de vous-mêmes, travaillez plus fort.» Voilà les pieuses et niaises banalités qu'il profère